

Le PBD ouvre un refuge vaudois aux rescapés de la «secte» UDC

NOUVEAU PARTI • La section vaudoise du PBD a été fondée jeudi à Aigle en présence de Samuel Schmid. Martin Chevallaz en prend la tête.

JÉRÔME CACHIN

«Une grande partie d'entre vous vient de l'UDC. Je regrette même aujourd'hui qu'il ait été nécessaire que je quitte ce parti, où j'étais actif pendant presque 40 ans. Mais ces dernières années, ce parti est devenu une secte.» Venu jeudi soir au château d'Aigle pour voir naître le «Parti bourgeois et démocratique du canton de Vaud», l'ancien conseiller fédéral Samuel Schmid n'a pas ménagé l'UDC, dans son discours.

«L'UDC est devenue une secte. Elle joue avec ses membres»

SAMUEL SCHMID

«Je parle d'une secte. Je le regrette, mais je sais de quoi je parle. Même aujourd'hui, il y a beaucoup de gens sérieux, de politiciens sérieux qui en font partie. Mais l'UDC joue avec

eux. Ils ne sont pas assez libres pour décider.» La date du 14 avril n'a pas été choisie par hasard pour fonder le quinzième PBD cantonal et quatrième romand. L'entrée du canton de Vaud dans la Confédération, il y a 208 ans, trouve un écho dans la symbolique PBD.

Election sans concurrent

«Le propre d'un parti cantonal n'est pas d'aller chercher ses ordres sur les bords de l'Aar ou de la Limmat», lance le président du PBD vaudois, Martin Chevallaz, juste avant une élection sans concurrent. Et de citer Napoléon, à l'heure où il rédigeait l'Acte de médiation, en février

1803: «La nature a fait votre Etat fédératif. Vouloir la vaincre n'est pas d'un homme sage. Sans les démocraties de vos petits cantons, vous ne présenteriez rien de ce que l'on trouve

ailleurs (...)» Au sillon historique dans lequel il inscrit le PBD, Martin Chevallaz ajoute le «souffle de la liberté issu des révolutions de 1848».

En commentant les principes de son nouveau parti, Martin Chevallaz montre qu'il a trouvé chaussure à son pied de patriote. Le PBD promeut les valeurs libérales et l'économie de marché, mais pas «le libéralisme sauvagement du renard libre dans un poulailler». Membre d'Ecologie libérale, il y donne une touche verte: «Le chemin de la sortie du nucléaire» serait, dit-il, inscrit dans le programme du PBD depuis ses débuts, en 2008 (sans qu'on y trouve trace). Il martèle que «l'éthique, le style, le ton, le respect de l'adversaire doivent faire partie intégrante de l'attitude et du positionnement politique».

Un parti francophile

Et – autre touche vaudoise – Martin Chevallaz vante «la défense de la langue française et

de la culture romande», inscrites dans les objectifs de la nouvelle section: «Trop souvent, nous, francophones, (...) nous acceptons le rôle de partenaires secondaires. Il est grand temps de se réveiller!»

Une fois élu, Martin Chevallaz tient son second discours de la soirée. Il dit ne pas vouloir «jeter l'anathème sur la seule UDC». Il s'en prend aussi au Parti socialiste, qui «inscrit à son programme la suppression de l'armée, le rejet de la politique sociale de marché et l'adhésion immédiate à l'Union européenne». UDC et PS «pratiquent la politique de la guérilla et de l'affrontement permanents». Et, avant que le buffet campagnard soit servi, il avertit: «Si nous entrons aujourd'hui sur l'échiquier politique, c'est que nous jugeons que l'heure est grave. Les petits jeux politiques et la polarisation mettent en danger l'équilibre même de notre pays, son identité, sa démocratie, son devenir.»

Martin Chevallaz et sa petite troupe

Martin Chevallaz mijote la création du PBD vaudois, apprenait-on en décembre. Le troisième parti d'une vie pleine de virages. Excommunié des Radicaux pour son opposition à l'Espace économique européen en 1992, militant à l'ASIN, surnommé le «Blocher romand», il avait été prié de démissionner de l'armée avant ce combat, en échange d'une promesse de réembauche. Mais le fils de feu le conseiller fédéral radical, Georges-André Chevallaz, avait vu cette promesse biffée par Jean-Pascal Delamuraz. Douleuruses représailles.

Elu député de l'UDC en 2002, il défie le socialiste Pierre-Yves Maillard deux ans plus tard, lors de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Il se lance avant que l'UDC ne le soutienne, tout en commençant à prendre quelques distances idéologiques avec cette dernière. Nommé commandant de la brigade d'infanterie 2, il quitte le Grand Conseil fin 2005. Il juge alors la fonction incompatible avec le mandat de député cantonal. Les affiches provocatrices de l'UDC le confortent dans son éloignement du parti blocherien. L'exclusion d'Eveline Widmer-Schlumpf finit de le décider de quitter l'UDC en 2008. Retraité de l'armée à la fin de la même année, il redevient politiquement libre. Plus de deux ans après, il écrit un nouveau chapitre de son parcours, à 62 ans.

Pour la première fois, Martin Chevallaz dirige un parti. Quels sont ses objectifs? Absent des élections communales, le PBD vau-



Martin Chevallaz en est à son troisième parti. ARC

dois désignera ses candidats aux fédérales dans huit semaines. La liste pour le National ne devrait comprendre que neuf noms, explique-t-il après l'assemblée. Il en sera. Et la course aux Etats? Il juge que si le PDC et les Verts libéraux s'allient sur un ticket à deux candidats, le PBD ne les attaquera pas: des

apparemments sont recherchés avec ces deux partis. Un tel ticket compterait Claude Béglé (PDC) et Isabelle Chevalley (VL), qui doit être désignée le 8 juin.

Mais, pour Martin Chevallaz, la reprise d'un siège à la gauche n'est possible qu'avec un ticket PLR-UDC: Isabelle Moret et Jean-Claude Mermoud. «Libéraux et Radicaux n'essaient pas de rassembler la droite modérée. Mais je ne dirais pas ça si le candidat de l'UDC avait été de la ligne dure, car je ne suis pas loin de penser que c'est une secte, comme Samuel Schmid.»

Idem pour l'élection du Conseil d'Etat, dont Jean-Claude Mermoud partira. «Nous ne soutiendrons pas un candidat UDC de la ligne dure.» Et Pierre-Yves Rapaz, seul prétendant pour l'heure, en fait-il partie? «Oui, c'est évident», précise-t-il.

Et les troupes? Aucune section locale n'est encore créée. Martin Chevallaz revendique 50 à 60 membres de «toutes» les régions du canton, même s'il n'y en a pas en ville de Lausanne. Jeudi, seuls 13 adhérents votaient les statuts et élisaient le comité, formalités sans discussion. Outre le président, le comité compte trois anciens membres de l'UDC: l'ancien député d'Echichens, Jacques Chollet; l'ancien syndic de Trey, Edouard Chatelanat et Luc Monnier. Il comprend aussi la fille de Martin Chevallaz et son époux. «Mais je ne le leur ai pas demandé», sourit-il, satisfait d'avoir «posé la première pierre». JC